

CFDT – CFTC – CGT – CGC – FO – SNAP- SNU – SUD - UNSA
Communiqué de presse de l'ensemble des élus du personnel au
Comité National Hygiène Sécurité Conditions de Travail de Pôle Emploi

Conditions de travail à Pôle Emploi : des promesses sans réalisation.

Suite à la grève massive du 20 octobre 2009 à Pôle Emploi, où près de la moitié des salariés s'étaient exprimés contre la dégradation sans précédent des conditions de travail et celle du service rendu aux usagers, le Directeur Général, Christian Charpy, s'était engagé à rechercher des solutions.

Pour cela, les 23 et 30 octobre 2009, il a réuni les Délégués Syndicaux Centraux. Les premières propositions ayant été jugées comme largement insuffisantes. M. Charpy devait proposer une copie remaniée avec de nouveaux éléments qui devaient déterminer les sujets devant être débattus pour le CNHSCT exceptionnel du 18 novembre 2009.

Entre temps, interrogée par les médias, la Direction de Pôle Emploi a largement communiqué sur son travail pour lutter contre le stress et la dégradation des conditions de travail, s'en octroyant abusivement le mérite puisque ce chantier fait suite à la pression des élus au CNHSCT depuis 2005 avec depuis une aggravation de la situation parfois dramatique.

L'ordre du jour de la réunion du 18 novembre était «information/consultation sur les mesures d'urgence prises par Pôle Emploi afin d'améliorer les conditions de travail et mise en œuvre d'un plan de prévention des risques psycho-sociaux». Malheureusement, les élus du CNHSCT n'ont pu que constater que le dossier était absolument vide, la copie remaniée promise faisant toujours défaut. La direction s'est uniquement contentée de ressortir ses premières propositions quasiment vides de toutes actions concrètes immédiates et pour cela unanimement dénoncées par les organisations syndicales.

Pour les élus, la direction communique à l'extérieur, mais ne propose rien de tangible à ses agents. La langue de bois est de rigueur, et l'écran de fumée masque l'indigence des réponses immédiates. Cette réunion qui selon la direction se voulait constructive, n'a été qu'une caricature de dialogue.

En attendant, sur le terrain, la situation ne cesse de se dégrader, mettant en danger la santé des personnels, leur sécurité et leurs conditions de travail. Elle ne permet pas à ces derniers la délivrance de la qualité de service due aux usagers dont la situation empire. Cela s'ajoute au mal être des agents empêchés de rendre le service qu'attendent les usagers.

Les risques encourus sont importants et nous laissent craindre le pire.

Paris le 24/11/2009